

**PARLEMENT DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2015-2016

4 JUILLET 2016

**PROPOSITION
D'ORDONNANCE SPÉCIALE**

**modifiant les modalités d'exercice
du droit de pétition**

(Doc. n° A-262/1 et 2 – 2015/2016)

PROPOSITION D'ORDONNANCE

**relative au droit d'être entendu
dans le cadre d'une pétition
adressée au Parlement**

(Doc. n° A-302/1 et 2 – 2015/2016)

RAPPORT

fait au nom de la commission
des Finances et des Affaires générales

par Mme Simone SUSSKIND (F)

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK
PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2015-2016

4 JULI 2016

**VOORSTEL VAN
BIJZONDERE ORDONNANTIE**

**tot wijziging van de nadere regels
voor de uitoefening van het petitiericht**

(Stuk nr. A-262/1 en 2 – 2015/2016)

VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

**betreffende het recht gehoord te worden
in het kader van een aan het Parlement
gerichte petitie**

(Stuk nr. A-302/1 en 2 – 2015/2016)

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Financiën en de Algemene Zaken

door mevrouw Simone SUSSKIND (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : MM. Philippe Close, Mohamed Ouriaghli, Charles Picqué, Mme Simone Susskind, MM. Julien Uyttendaele, Olivier de Clippele, Armand De Decker, Abdallah Kanfaoui, Emmanuel De Bock, Fabian Maingain, Benoît Cerexhe, Mme Zoé Genot, MM. Stefan Cornelis, Jef Van Damme, Bruno De Lille.

Membres suppléants : Mme Nadia El Yousfi, MM. Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Mme Annemie Maes.

Autres membres : Mmes Julie de Grootte, Carla Dejonghe, M. Willem Draps, Mmes Mathilde El Bakri, Brigitte Grouwels, Fatoumata Sidibé, Barbara Trachte.

Voir :

Documents du Parlement :

A-262/1 et 2 – 2015/2016 : Proposition d'ordonnance spéciale.

A-302/1 et 2 – 2015/2016 : Proposition d'ordonnance.

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Philippe Close, Mohamed Ouriaghli, Charles Picqué, mevr. Simone Susskind, de heren Julien Uyttendaele, Olivier de Clippele, Armand De Decker, Abdallah Kanfaoui, Emmanuel De Bock, Fabian Maingain, Benoît Cerexhe, mevr. Zoé Genot, de heren Stefan Cornelis, Jef Van Damme, Bruno De Lille.

Plaatsvervaarders : mevr. Nadia El Yousfi, de heren Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, mevr. Annemie Maes.

Andere leden : mevr. Julie de Grootte, mevr. Carla Dejonghe, de heer Willem Draps, mevr. Mathilde El Bakri, mevr. Brigitte Grouwels, mevr. Fatoumata Sidibé, mevr. Barbara Trachte.

Zie :

Stukken van het Parlement :

A-262/1 en 2 – 2015/2016 : Voorstel van bijzondere ordonnantie.

A-302/1 en 2 – 2015/2016 : Voorstel van ordonnantie.

I. Ajout d'un codéposant aux propositions d'ordonnance spéciale et d'ordonnance

Avec l'accord des auteurs des propositions d'ordonnance spéciale et d'ordonnance, il y a lieu d'ajouter le nom du codéposant suivant : M. Julien UYTTENDAELE.

II. Exposé introductif de M. Charles Picqué, premier coauteur de la proposition de d'ordonnance spéciale n° A-262/1 – 2015/2016 et de la proposition d'ordonnance n° A-302/1 – 2015/2016

Le droit de pétition a une origine prédémocratique et une vocation universelle, dès lors qu'il a historiquement permis à des citoyens ne pouvant pas voter d'adresser des récriminations à l'assemblée⁽¹⁾.

Il figure depuis toujours dans la Constitution belge.

Depuis de nombreuses années, la modernisation du droit de pétition a fait l'objet de réflexions et propositions diverses. L'article 28 de la Constitution est toutefois resté inchangé depuis l'origine.

Compte tenu de la crise de la démocratie représentative traditionnelle, nous devons remettre l'ouvrage sur le métier et examiner les réformes qu'il y a lieu d'y apporter.

L'examen des documents parlementaires révèle à cet égard que jusqu'à présent, le droit de pétition est très peu utilisé au Parlement bruxellois. En effet, hormis les motions adoptées par les conseils communaux, seules trois pétitions ont été transmises au Parlement régional depuis la session 2000-2001. Pourtant de nombreuses pétitions circulent, par exemple de façon informelle sur Internet, mais le Parlement n'en est pas le destinataire, ce qui a amené les auteurs des présentes propositions à entamer une réflexion sur les obstacles à cette démarche des citoyens vers leurs élus.

Depuis la sixième réforme de l'État, la Région bruxelloise dispose, à l'instar des autres entités fédérées, de l'autonomie constitutive, ce qui permet dorénavant à son Parlement, par la voie d'une ordonnance spéciale, de modifier les modalités d'exercice du droit de pétition figurant dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans le respect des conditions fixées par l'article 28 de la Constitution.

(1) P. Rosanvallon, *Le bon gouvernement*, Editions Seuil, Paris, 2015, pp. 288-289.

I. Toevoeging van een mede-indiener bij de voorstellen van bijzondere ordonnantie en van ordonnantie

Met instemming van de indieners van de voorstellen van bijzondere ordonnantie en van ordonnantie, dient de naam van volgende mede-indiener toegevoegd te worden : de heer Julien UYTTENDAELE.

II. Inleidende uiteenzetting van de heer Charles Picqué, eerste mede-indiener van het voorstel van bijzondere ordonnantie nr. A-262/1 – 2015/2016 en van het voorstel van ordonnantie nr. A-302/1 – 2015/2016

Het petitierecht bestaat al langer dan de democratie en heeft een universele strekking, aangezien het in het verleden burgers die niet konden stemmen in staat heeft gesteld protesten te richten aan de assemblee⁽¹⁾.

Het is van bij het begin opgenomen in de Belgische Grondwet.

Sedert vele jaren wordt denkwerk verricht en worden uiteenlopende voorstellen gedaan inzake de modernisatie van het petitierecht, maar nooit werd geraakt aan artikel 28 van de Grondwet.

Gelet op de crisis van de traditionele representatieve democratie, moesten wij dat werk opnieuw aanpakken en de hervormingen die ter zake nodig zijn onderzoeken.

Ter zake blijkt uit het onderzoek van de parlementaire stukken dat het petitierecht tot nu toe zeer weinig gebruikt wordt in het Brussels Parlement. Buiten door de gemeenteraden aangenomen moties, werden immers slechts drie petitie's overgezonden naar het gewestparlement sedert de zitting 2000-2001. Nochtans gaan vele petitie's rond, bijvoorbeeld op informele wijze op het internet, maar ze zijn niet bestemd voor het Parlement. Dat heeft de indieners van deze voorstellen ertoe gebracht denkwerk te starten over de hinderpalen voor deze stap van de burgers naar hun verkozenen.

Sedert de zesde staatshervorming, beschikt het Brussels Gewest, net als de andere deelentiteiten, over constitutieve autonomie. Het Brussels Parlement heeft dus voortaan de mogelijkheid via een bijzondere ordonnantie, de nadere regels inzake de uitoefening van het petitierecht vermeld in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen te wijzigen, met inachtneming van de voorwaarden die bepaald worden in artikel 28 van de Grondwet.

(1) P. Rosanvallon, *Le bon gouvernement*, Editions Seuil, Paris, 2015, blz. 288-289.

En tenant compte des reformes intervenues dans d'autres Parlements au titre de l'autonomie constitutive ainsi que de propositions faites dans le passé pour reformer le droit de pétition, les auteurs de la présente proposition souhaitent faire usage de cette faculté pour intensifier le dialogue entre le citoyen et les élus et ainsi renforcer la participation citoyenne de même que la clarté du débat démocratique.

La modification proposée s'articule essentiellement autour de trois principes :

- la reconnaissance du droit de pétition comme droit fondamental;
- le droit du citoyen pétitionnaire à une réponse dans un délai de 6 mois, après, le cas échéant, avoir reçu les explications du Gouvernement;
- le droit du citoyen à être entendu, lorsqu'un certain nombre de signatures est atteint, en vue, le cas échéant, d'un débat parlementaire.

Sur ce dernier point, les auteurs ont déposé un amendement n° 1 à la proposition d'ordonnance spéciale visant à renvoyer à une ordonnance ordinaire, plutôt qu'au Règlement de l'assemblée, la définition des cas et modalités dans lesquels l'auteur d'une pétition ou tout autre signataire désigné à cette fin a le droit d'être entendu. Dans son avis rendu par rapport aux présentes propositions, le Conseil d'État se rallie à ce choix, d'une part parce qu'une telle délégation se concilie avec la majorité spéciale imposée par l'article 28, alinéa 4 de la loi spéciale et d'autre part parce qu'il ne s'agit pas de règles purement procédurales qui concernent exclusivement le fonctionnement du Parlement.

Deux autres remarques du Conseil d'État sont suivies par les auteurs de la proposition d'ordonnance spéciale. Elles font l'objet des amendements n°s 2 et 3. Il s'agit d'une part d'une modification de l'article 2 de la proposition d'ordonnance spéciale, pour corriger l'énumération des articles de la loi spéciale de 1980 qui sont applicables à la Région de Bruxelles-Capitale, compte tenu de ses compétences, et d'autre part d'une modification de l'article 3, alinéa 1^{er}, pour préciser que la reconnaissance du droit de pétition en tant que droit fondamental se fait conformément à l'article 28 de la Constitution.

Dans son avis, le Conseil d'État relève également qu'il convient de préciser qui est l'auteur d'une pétition au sens de l'article 30*bis*, alinéa 3 proposé. Les développements de la proposition précisent qu'il s'agit de celui qui introduit la pétition auprès du Parlement. Concrètement, au sens du texte, il s'agit de la personne qui envoie la pétition au Parlement, le cas échéant, signe le courrier qui y est joint, ou introduit électroniquement la pétition sur le site du Parlement. Cette notion n'est pas inconnue du Parlement

Gelet op de hervormingen die zijn opgetreden in andere Parlementen door de constitutieve autonomie, en op de voorstellen die in het verleden werden gedaan ter hervorming van het petitierecht, wensen de indieners van dit voorstel gebruik te maken van deze mogelijkheid tot intensere dialoog tussen de burger en de verkozenen, waardoor de burgerparticipatie versterkt wordt en het democratisch debat duidelijker wordt.

De voorgestelde wijziging spitst zich voornamelijk toe op drie principes :

- de erkenning van het petitierecht als een grondrecht;
- het recht van de petitionerende burger op een antwoord binnen 6 maanden, indien nodig na uitleg te hebben ontvangen van de regering;
- het recht van de burger om gehoord te worden, indien een bepaald aantal handtekeningen bereikt is, indien nodig met het oog op een parlementair debat.

Inzake dit laatste punt hebben de indieners amendement nr. 1 op het voorstel van bijzondere ordonnantie ingediend, teneinde te verwijzen naar een gewone ordonnantie, eerder dan naar het Reglement van de assemblee, voor het bepalen van de gevallen en de wijze waarop de indiener van een petitie of elke andere daartoe aangewezen ondertekenaar het recht heeft gehoord te worden. In zijn advies betreffende deze voorstellen volgt de Raad van State deze keuze, enerzijds omdat een dergelijke delegatie gepaard gaat met de bijzondere meerderheid die opgelegd wordt door artikel 28, vierde lid van de bijzondere wet, en anderzijds omdat het niet louter gaat over procedureregels, die uitsluitend betrekking hebben op de werking van het Parlement.

Twee andere opmerkingen van de Raad van State worden gevolgd door de indieners van het voorstel van bijzondere ordonnantie. Zij vormen het onderwerp van amendement nrs 2 en 3. Het gaat enerzijds over een wijziging van artikel 2 van het voorstel van bijzondere ordonnantie, met het oog op de verbetering van de opsomming van de artikelen van de bijzondere wet van 1980 die van toepassing zijn op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gelet op zijn bevoegdheden, en anderzijds over een wijziging van artikel 3, eerste lid, om te verduidelijken dat de erkenning van het petitierecht als grondrecht gebeurt overeenkomstig artikel 28 van de Grondwet.

De Raad van State stelt in zijn advies eveneens dat vermeld moet worden wie de indiener van een petitie is in de zin van het voorgestelde artikel 30*bis*, derde lid. De toelichting bij het voorstel verduidelijkt dat het gaat over degene die de petitie indient bij het Parlement. In de zin van de tekst gaat het concreet over de persoon die de petitie naar het Parlement stuurt, die in voorkomend geval de bijgevoegde brief ondertekent, of de petitie elektronisch indient op de website van het Parlement. Dit begrip is niet onbe-

vu que le député qui y dépose un texte législatif en est l'auteur et le premier signataire.

Le choix d'un autre signataire que l'auteur pour être entendu par le Parlement ne nécessite pas non plus de disposition légale particulière. Il appartient dans ce cas aux signataires de s'organiser en leur sein pour désigner celui qui se fera auditionner.

En ce qui concerne la proposition d'ordonnance ordinaire, elle précise que le droit à être entendu par le Parlement s'ouvre automatiquement lorsque 5.000 signatures de citoyens domiciliés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et âgés au moins de seize ans sont recueillies.

Le Président souligne qu'il s'agit bien ici d'une obligation de domiciliation et non de résidence. Il indique que dans la discussion générale, Mme Annemie Maes compte attirer l'attention des commissaires sur cette distinction à faire.

Il convient de souligner qu'une telle audition peut bien entendu avoir lieu également si le nombre de signatures est inférieur, lorsque le Parlement le juge utile.

Il ne s'agit donc pas de conditions additionnelles à celles prévues par l'article 28 de la Constitution qui auraient pour conséquence de limiter le droit, dans le chef de son titulaire, d'adresser une pétition au Parlement ou qui influenceraient sa recevabilité, mais de seuils minimaux ouvrant le droit à un traitement plus approfondi de la pétition par l'assemblée.

Les conditions d'âge et de domicile ne font d'ailleurs pas obstacle à ce que des personnes qui ne sont pas domiciliées sur le territoire de la Région et/ou qui n'ont pas l'âge de seize ans accomplis puissent toujours signer et adresser une pétition au Parlement.

Dans son avis, le Conseil d'État se rallie à cette justification.

En tant qu'auteur d'une pétition ou autre signataire désigné à cette fin, les pétitionnaires qui ne remplissent pas ces conditions pourront également être entendus par le Parlement, soit dans le cadre de la nouvelle obligation qui lui incombe, soit de sa propre initiative dans le cadre du traitement d'une pétition qui lui est adressée.

À la lumière de ces différents éléments, en ce qui concerne la remarque du Conseil d'État dans le même avis, selon laquelle les exigences de domicile et d'âge ne sont pas raisonnablement justifiées, il convient encore de préciser que la philosophie générale des propositions relatives

kend voor het Parlement, aangezien de volksvertegenwoordiger die een wetgevende tekst indient bij het Parlement de indiener en de eerste ondertekenaar ervan is.

De keuze van een andere ondertekenaar dan de indiener om gehoord te worden door het Parlement vergt ook geen bijzondere wetsbepaling. In dat geval komt het toe aan de ondertekenaars zich onderling te organiseren om degene die gehoord zal worden aan te wijzen.

Wat betreft het voorstel van gewone ordonnantie, het verduidelijkt dat het recht om gehoord te worden door het Parlement automatisch geopend wordt wanneer 5.000 handtekeningen van burgers die hun domicile hebben op het Brussels Hoofdstedelijk grondgebied en ten minste zestien jaar oud zijn worden verzameld.

De Voorzitter benadrukt dat het wel degelijk gaat over een verplichting inzake het domicile en niet inzake de woonplaats. Hij geeft aan dat mevrouw Annemie Maes in de algemene bespreking van plan is de aandacht van de commissieleden te vestigen op dit onderscheid dat gemaakt moet worden.

Benadrukt moet worden dat een dergelijke hoorzitting uiteraard ook kan plaatsvinden indien het aantal handtekeningen lager is, wanneer het Parlement dat nuttig acht.

Het gaat dus niet over voorwaarden die worden toegevoegd aan degene die bepaald zijn in artikel 28 van de Grondwet, die tot gevolg zouden hebben het recht te beperken voor de houder ervan, om een petitie te richten aan het Parlement, of de ontvankelijkheid ervan zouden beïnvloeden, maar over minimumgrenzen die het recht openen op een grondigere behandeling van de petitie door de assemblee.

De voorwaarden inzake de leeftijd en de domicile belet trouwens niet dat personen die niet hun domicile hebben op het grondgebied van het Gewest en/of niet de volle leeftijd van zestien jaar hebben nog altijd een petitie kunnen ondertekenen en aan het Parlement richten.

De Raad van State schaart zich in zijn advies achter deze verantwoording.

Als indiener van een petitie of andere daartoe aangevoerde ondertekenaars, kunnen de petitionarissen die niet voldoen aan deze voorwaarden eveneens gehoord worden door het Parlement, hetzij in het kader van de nieuwe verplichting voor het Parlement, hetzij op eigen initiatief ervan in het kader van de behandeling van een aan het Parlement gerichte petitie.

In het licht van deze elementen moet inzake de opmerking van de Raad van State in hetzelfde advies, dat stelt dat de eisen inzake het domicile en de leeftijd niet redelijk verantwoord zijn, nog verduidelijkt worden dat de algemene filosofie van de voorstellen betreffende het petitiericht erin

au droit de pétition consiste à offrir une garantie procédurale supplémentaire aux citoyens pétitionnaires et à instaurer de nouvelles obligations à charge du Parlement dans le traitement des pétitions qui lui sont adressées, lorsque celles-ci recueillent un soutien important.

Ce que l'on donne comme droit au citoyens va au-delà du concept général de droit de pétition. On n'apporte donc pas des restrictions mais on élargit le droit de pétition en lui conférant de nouvelles garanties.

Dans ce cadre, l'objectif est que les pétitions recueillent un soutien numériquement important, mais également que celles-ci soient soutenues par un certain nombre de citoyens bruxellois, pour que les députés bruxellois, qui sont élus par et doivent rendre des comptes à des citoyens nécessairement domiciliés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, soient dans l'obligation d'entendre les pétitionnaires dans l'enceinte du Parlement.

En ce qui concerne la condition d'âge, celle-ci n'a rien d'exceptionnel, puisque pour pouvoir demander ou participer à une consultation populaire communale, il faut être âgé de seize ans accomplis.

Les présentes propositions doivent être complétées avec des propositions de modifications du Règlement. Celles-ci figurent à l'ordre du jour de la prochaine commission du Règlement.

Le droit de pétition n'est qu'un volet d'un ensemble de mesures à prendre pour revitaliser notre modèle démocratique. Tel que nous le réformons, cet instrument, au croisement de la démocratie représentative et participative, doit permettre au Parlement d'être davantage à l'écoute de l'expression citoyenne et plus pédagogique dans l'explication de ses choix lorsqu'ils se justifient.

III. Discussion générale conjointe

Mme Mathilde El Bakri présente les amendements n^{os} 4, 5, 6 au Doc. n^o A-262/1 – 2015/2016.

La députée estime qu'il faut éviter que le droit de pétition ne devienne quelque chose de purement formel. Le débat ne doit pas se limiter au débat en plénière ce qui place la barre trop haut. Elle rappelle que les agendas de la plénière sont souvent déjà très chargés ce qui l'amène à l'idée de prévoir un débat en commission. Enfin, un délai de 6 mois tel que prévu à l'article 3 de la proposition, semble trop long au regard du fait que le travail préparatoire doit aussi être pris en compte pour mesurer la durée des discussions, ce qui risque de rendre les sujets caducs.

bestaat een extra waarborg inzake de procedure te bieden aan de petitionerende burgers en nieuwe verplichtingen in te stellen voor het Parlement bij het behandelen van de petitie die eraan gericht worden, wanneer zij aanzienlijke steun krijgen.

Wat als recht verleend wordt aan de burgers gaat verder dan het algemeen begrip petitierecht. Men bepaalt dus geen beperking, maar men verruimt het petitierecht door het nieuwe waarborgen te verlenen.

In dit kader is het de bedoeling dat de petitie aanzienlijke numerieke steun krijgen, maar ook dat zij worden gesteund door een aantal Brusselse burgers, opdat de Brusselse volksvertegenwoordigers die verkozen zijn door en rekenschap moeten geven aan de burgers, die noodzakelijk hun domicilie hebben op het Brussels Hoofdstedelijk grondgebied, verplicht zouden worden de petitionarissen te horen in het Parlement.

De voorwaarde inzake de leeftijd is geheel niet uitzonderlijk, want om een gemeentelijke volksraadpleging te kunnen vragen of eraan deel te nemen, moet de volle leeftijd van zestien jaar bereikt zijn.

Deze voorstellen moeten vervolledigd worden door voorstellen tot wijziging van het Reglement. Deze zijn opgenomen op de agenda van de volgende commissie voor het Reglement.

Het petitierecht is slechts een onderdeel van een geheel van maatregelen die genomen moeten worden om ons democratisch model nieuw leven in te blazen. Deze tool, die wij hervormen, op de kruising van de representatieve en de participatieve democratie, moet het Parlement de mogelijkheid bieden meer te luisteren naar de burgers en het verklaren van zijn keuzes beter uit te leggen wanneer dat verantwoord is.

III. Samengevoegde algemene bespreking

Mevrouw Mathilde El Bakri stelt de amendementen nrs 4, 5, 6 voor op Stuk nr. A-262/1 – 2015/2016.

De volksvertegenwoordigster vindt dat voorkomen moet worden dat het petitierecht een louter formele zaak wordt. Het debat mag niet beperkt worden tot het debat in de plenaire vergadering, wat de lat te hoog legt. Zij herinnert eraan dat de agenda's van de plenaire vergadering vaak al zeer vol staan, wat haar brengt op het idee een debat in de commissie te plannen. Tot slot lijkt een termijn van 6 maanden, zoals bepaald in artikel 3 van het voorstel, te lang gelet op het feit dat het voorafgaande parlementaire werk ook in aanmerking moet genomen worden om de duur van de besprekingen te meten, wat de onderwerpen achterhaald dreigt te maken.

M. Charles Picqué, Président, renvoie aux discussions dans le groupe de travail auquel l'intervenante n'a pas participé et propose de parcourir les différents amendements proposés par celle-ci.

À propos de l'amendement n° 4, le Président observe que certains objets de pétition peuvent faire problème au Gouvernement qui doit rassembler des données. Un travail en amont de la réponse sera parfois nécessaire pour des raisons juridiques ou techniques. Le Gouvernement est obligé de répondre, mais il peut demander un prolongement de délais motivé. Parfois, il faut attendre une disposition prise par un autre Parlement pour pouvoir répondre. Il faut donc laisser au Gouvernement la faculté non pas de ne pas répondre, mais bien de prolonger le délai qui lui est imparti.

À propos de l'amendement n° 5, le Président observe que de toute manière, le texte sera envoyé en commission. Il n'est donc question à cet article que d'aller « le cas échéant » en séance plénière.

Enfin, à propos de l'amendement n° 6, le Président répond que le thème de l'amendement est comparable à celui de l'amendement n° 4. Un délai de trois mois tel que prévu par l'amendement lui semble trop court. Il peut y avoir l'intérêt d'une audition. Parfois, il convient de consulter un expert. Il convient de laisser un peu plus de temps, quitte à ce que le Bureau élargi interpelle le Gouvernement, voyant sans justification son retard à répondre. Le délai de six mois tel que prévu par la proposition doit permettre d'avoir une réponse vraiment documentée et complète. Beaucoup de pétitions devraient d'ailleurs avoir une réponse dans les trois mois. Il ne convient cependant pas de s'enfermer dans des délais. Les craintes de Mme El Bakri ne sont donc pas dans l'esprit de l'ordonnance proposée.

Mme Mathilde El Bakri entend les réponses données pour les amendements n°s 4 et 5. L'amendement n° 6 garde pourtant sa pertinence. Si trois mois peuvent paraître très courts si des éléments techniques doivent être rassemblés, il convient d'introduire certaines conditions complémentaires pour ne pas retarder les délais prévus. Les citoyens aussi ont besoin de temps pour rassembler leurs signatures. Le processus ne commence pas une fois que la pétition entre au Parlement.

M. Charles Picqué, Président, comprend les inquiétudes exprimées par la députée, mais renvoie au monitoring des pétitions entrées au Parlement qui sera connu de tous. Régulièrement, le Bureau élargi disposera d'un tableau avec les dates d'entrée des pétitions. Il est probable que des retards de la part du Gouvernement sur des questions simples soient mis en évidence comme cela se fait déjà pour les questions écrites.

De heer Charles Picqué, Voorzitter, verwijst naar de besprekingen in de werkgroep, waaraan de spreker niet heeft deelgenomen, en stelt voor de verschillende door haar ingediende amendementen te overlopen.

Inzake amendement nr. 4, merkt de Voorzitter op dat sommige onderwerpen van een petitie een probleem kunnen doen rijzen voor de Regering, die de gegevens moet bijeenbrengen. Om juridische of technische redenen zal dus werk moeten voorafgaan aan het antwoord. De regering is verplicht te antwoorden, maar kan een met redenen omklede verlenging van de termijnen vragen. Soms is het nodig te wachten op een door een andere Parlement genomen bepaling om te kunnen antwoorden. De regering moet dus de mogelijkheid krijgen om de termijn die zij gekregen heeft te verlengen, niet om niet te antwoorden.

Inzake amendement nr. 5, merkt de Voorzitter op dat de tekst in ieder geval naar de commissie zal gestuurd worden. In dit artikel is dus sprake van « indien nodig », naar de plenaire vergadering te gaan.

Tot slot, inzake amendement nr. 6, antwoordt de Voorzitter dat het onderwerp van het amendement vergelijkbaar is met dat van amendement nr. 4. Een termijn van drie maanden, zoals bepaald in het amendement, lijkt hem te kort. Een hoorzitting kan nuttig zijn. Soms is het nodig een expert te raadplegen. Wat meer tijd moet gelaten worden, desnoods voor een interpellatie van de regering door het Bureau in uitgebreide samenstelling, als het geen verantwoording ziet voor de vertraging bij het antwoord. De termijn van zes maanden, zoals bepaald in het voorstel, moet de mogelijkheid bieden een werkelijk gedocumenteerd en volledig antwoord te geven. Vele petitie's zouden trouwens een antwoord moeten krijgen binnen drie maanden. Het is echter niet aangewezen zich op te sluiten in termijnen. De vrees van mevrouw El Bakri past dus niet in de geest van de voorgestelde ordonnantie.

Mevrouw Mathilde El Bakri begrijpt de antwoorden die gegeven worden voor amendement nrs 4 en 5. Amendement nr. 6 blijft evenwel relevant. Hoewel drie maanden zeer kort kunnen lijken indien technische elementen moeten vergaard worden, moeten enkele extra voorwaarden ingevoerd worden om de voorziene termijnen niet te vertragen. Ook de burgers hebben tijd nodig om hun handtekeningen te vergaren. Het proces begint niet op het moment dat de petitie binnenkomt bij het Parlement.

De heer Charles Picqué, Voorzitter, begrijpt de bekommernissen van de volksvertegenwoordigster, maar verwijst naar de monitoring van de in het Parlement binnengekomen petitie's, waarvan iedereen op de hoogte zal zijn. Het Bureau in uitgebreide samenstelling zal regelmatig beschikken over een tabel met de data waarop de petitie's binnenkomen. Wellicht komen vertragingen van de regering over gewone vragen aan het licht, zoals reeds gebeurt voor schriftelijke vragen.

M. Julien Uyttendaele rappelle en complément que l'on ne s'interdit pas de répondre plus rapidement. La *deadline* est celle de six mois. Il faut se réserver les facultés temporelles pour donner aux pétitionnaires une réponse complète. Le délai de six mois semble en l'occurrence un bon délai. Tout dépendra naturellement de la thématique abordée.

Mme Mathilde El Bakri présente ensuite l'amendement n° 1 (Doc. n° A-302/1 – 2015/2016). Il s'agit de réduire le nombre de signataires à 500 au lieu de 5.000. Elle demande sur quels critères l'on s'est basé pour arrêter ce nombre à 5.000. Elle comprend que les signataires pourront toujours être auditionnés même si ce seuil n'est pas atteint. L'automatisme vient pourtant à tomber en deçà de 5.000 signatures. L'oratrice renvoie au nombre arrêté au niveau communal pour les interpellations citoyennes. Elles sont recevables à partir de 20 signataires (article 89bis de la nouvelle loi communale). Vingt signatures fois dix-neuf communes égal à environ 500 signatures : voilà le nombre que la députée préconise. Ensuite l'oratrice souligne à nouveau la difficulté et le temps nécessaire à réunir 5.000 signatures.

M. Charles Picqué, Président, répond que le nombre de 5.000 a été arrêté après des débats difficiles au sein du groupe de travail. Il faut éviter que le Parlement ne devienne la chambre de recours des débats locaux. Il est très et trop facile de réunir 500 signatures. Souvent, sont en jeu des débats micro-locaux. Une masse critique est donc nécessaire pour dégager les enjeux régionaux. Ceux-ci seront suffisamment nombreux rassure-t-il. Même avec un nombre de 5.000 signatures, le risque de voir translatés des débats locaux existe. Le piétonnier par exemple est manifestement un enjeu régional. Est-ce le cas de tous les aménagements des artères communales ?

Mme Mathilde El Bakri ajoute qu'il existe peu d'interpellations citoyennes malgré le fait que le nombre de signatures ait été abaissé. Il convient donc d'étudier cette question. Les problèmes évoqués par le Président peuvent être contournés en ajoutant d'autres critères, par exemple une répartition sur le territoire ou encore une représentativité de 50 % des communes, un pourcentage minimum dans chaque commune, etc.

Le Président n'a-t-il pas évoqué le nombre très bas de pétitions introduites auprès du Parlement ? Avec un seuil aussi élevé, la possibilité proposée ne sera pas praticable par tous. Le risque existe que seuls des organisations et des lobbys puissants puissent y recourir.

M. Charles Picqué, Président, est d'avis qu'un système de critères complémentaires risque de compliquer la chose. La nouvelle donnée qu'il ne convient pas d'oublier est que désormais, nous serons obligés de répondre aux pétitions qui répondent aux critères de la loi. Il y aura toujours quelque part un relais pour dénoncer les réponses trop succinctes du Gouvernement.

De heer Julien Uyttendaele wijst voorts op het feit dat het niet verboden is sneller te antwoorden. De *deadline* bedraagt zes maanden. Men moet zich tijd voorbehouden om aan de petitionarissen een volledig antwoord te geven. De termijn van zes maanden lijkt in dit geval een goede termijn. Alles hangt natuurlijk af van het behandelde thema.

Mevrouw Mathilde El Bakri stelt vervolgens amendement nr. 1 voor (Stuk nr. A-302/1 – 2015/2016). Het gaat om het verlagen van het aantal handtekeningen van 5.000 tot 500. Zij vraagt op welke criteria men zich heeft gebaseerd om dit aantal te bepalen op 5.000. Zij begrijpt dat de ondertekenaars altijd gehoord kunnen worden, zelfs als die grens niet bereikt is. Het automatisme valt evenwel weg onder 5.000 handtekeningen. De spreekster verwijst naar het aantal dat bepaald werd op gemeentelijk niveau voor de interpellaties van burgers. Zij zijn ontvankelijk vanaf 20 handtekeningen (artikel 89bis van de nieuwe gemeentewet). Twintig handtekeningen maal negentien gemeenten komt overeen met ongeveer 500 handtekeningen : dat is het aantal waarvoor de spreekster pleit. Vervolgens benadrukt zij nogmaals de moeite en de tijd die het verzamelen van 5.000 handtekeningen vergt.

De heer Charles Picqué, Voorzitter, antwoordt dat 5.000 werd vastgelegd als aantal na moeilijke besprekingen in de werkgroep. Men moet voorkomen dat het Parlement de kamer van beroep inzake lokale debatten wordt. Het is al te makkelijk 500 handtekeningen te verzamelen, vaak gaat het over micro-lokale debatten. Een kritische massa is dus nodig om de gewestelijke uitdagingen te ontdekken. Zelfs met 5.000 handtekeningen, bestaat het risico dat de lokale debatten worden verlegd. De voetgangerszone bijvoorbeeld is duidelijk een gewestelijke uitdaging, maar geldt dat voor alle aanpassingen van gemeentewegen ?

Mevrouw Mathilde El Bakri voegt toe dat er weinig burgerinterpellaties bestaan, ondanks het feit dat het aantal handtekeningen werd verlaagd. Die kwestie moet dus onderzocht worden. De problemen waarvan de Voorzitter gewag maakt, kunnen worden omzeild door andere criteria toe te voegen, bijvoorbeeld de spreiding over het grondgebied of een representativiteit van 50 % van de gemeenten, een minimumpercentage in elke gemeente, enz.

Heeft de Voorzitter niet gezegd dat heel weinig petitieën worden ingediend bij het Parlement ? Met een zo hoge grens is de voorgestelde mogelijkheid niet haalbaar voor iedereen. Het risico bestaat dat enkel organisaties en lobby's ervan gebruik kunnen maken.

De heer Charles Picqué, Voorzitter, is van mening dat een systeem met extra criteria ingewikkeld wordt. Het nieuwe gegeven dat niet vergeten mag worden, is dat wij voortaan verplicht zijn een antwoord te geven op de petitieën die voldoen aan de criteria van de wet. Er zal altijd ergens iemand klagen dat de antwoorden van de Regering te bondig zijn.

Mme Annemie Maes souligne l'existence d'un fossé entre le citoyen et la politique. D'où cette initiative afin d'y remédier. Les pétitions et le droit d'être entendu ne sont que deux moyens possibles pour combler ce fossé. C'est pourquoi l'oratrice souhaite aller plus loin. Dans son introduction, le Président a signalé que le droit de pétition est inscrit dans la Constitution. Jusqu'ici, il était réglé de façon très vague. Aujourd'hui, on définit plus précisément le droit de pétition et le droit d'être entendu.

Vu leur importance, Groen a cosigné les propositions. Les débats sur le sujet ont débouché sur le texte, qui est un compromis. Groen aurait plutôt pensé à 3.000 signatures. Ce nombre est également discutable. Le nombre doit en tout cas être raisonnable : ni trop haut ni trop bas. Toute personne peut déposer une pétition. Par contre, on peut se demander qui peut et doit être entendu. Vu l'importance du débat, il y a donc une marge pour des pétitions recueillant 2.000 ou 4.000 signatures.

Groen estime en outre que seize ans est un âge approprié. Ici aussi, il est important de se rappeler que le critère de l'âge n'activera pas automatiquement le droit d'être entendu.

L'oratrice souligne également la différence entre le texte néerlandais du Doc. n° A-302/1, qui parle de « wonen » tandis que la version française dit « domiciliés ». Cela porte à confusion et doit faire l'objet d'une correction technique.

Selon l'avis du Conseil d'État, on ne peut pas limiter la pétition aux personnes domiciliées en Région bruxelloise. Les personnes qui ne font que séjourner ici peuvent en effet subir pleinement la compétence de la Région bruxelloise. Quid, par exemple, du développement urbain autour d'un campus universitaire ou des transports en commun ? Cela concerne aussi des personnes qui ne sont pas domiciliées dans la Région. Eu égard à son importance, le Parlement peut décider, dans la pratique, d'entendre une demande mixte (personnes domiciliées et non domiciliées dans la Région). Mme Maes espère que ses collègues traiteront également les demandes de cette façon, avec l'ouverture qui s'impose.

L'oratrice se réjouit qu'on dresse un inventaire des pétitions introduites, qui leur sera soumis à travers le Bureau élargi.

Enfin, l'oratrice signale à l'attention de ses collègues flamands que Gand et Louvain veulent améliorer la participation des étudiants. Elle trouve que Bruxelles peut également faire preuve de la même ouverture à l'égard des étudiants non domiciliés. Groen votera les ordonnances en fonction de cette ouverture à l'égard des personnes non domiciliées.

Mme Zoé Genot observe que les citoyens n'ont pas attendu le législateur bruxellois pour pouvoir envoyer

Mevrouw Annemie Maes onderstreept het bestaan van een kloof tussen de burger en de politiek. Vandaar het initiatief om hieraan te verhelpen. Petities en hoorrecht zijn slechts twee mogelijkheden om de kloof te dichten. Vandaar de wens van de spreekster om verder te gaan. De Voorzitter heeft in zijn introductie erop gewezen dat het petitierecht een grondwettelijk recht is. Tot op heden was dit erg vaag geregeld. Vandaag wordt het petitierecht en het recht om gehoord te worden duidelijker omschreven.

Groen heeft de voorstellen mee ondertekend gelet op het belang ervan. Debatten hierover hebben tot de tekst geleid, die een compromis is. Groen had veeleer aan 3.000 handtekeningen gedacht. Ook dit getal is bediscussieerbaar. Het aantal moet redelijk zijn : niet te hoog, niet te laag. Eender wie kan een petitie indienen. Vraag is wel wie kan en moet gehoord worden. Er bestaat dus een marge voor petities met 2.000 of 4.000 handtekeningen gelet op het belang van het debat.

Groen vindt verder dat zestien jaar een gepaste leeftijd is. Ook hier is van belang zich te herinneren dat het leeftijds criterium het automatisme van het recht om gehoord te worden al dan niet zal activeren.

Verder onderstreept de spreekster het onderscheid tussen de Nederlandse tekst van Doc. nr. A-302/1 die over « wonen » spreekt terwijl de Franse tekst over « domiciliés » spreekt. Dit leidt tot verwarring en dient technisch verbeterd te worden.

Volgens het advies van de Raad van State mag de petitie niet beperkt worden tot mensen die gedomicilieerd zijn in het Brussels Gewest. Mensen die slechts hier verblijven kunnen immers de bevoegdheid van het Brussels Gewest ten volle ondergaan. *Quid* bijvoorbeeld met de stadsontwikkeling rond een universiteitscampus of het openbaar vervoer ? Dit betreft immers ook mensen die niet gedomicilieerd zijn in het Gewest. In de praktijk kan het Parlement beslissen om een gemengde aanvraag (mensen met en zonder een domicilie in het Gewest) te horen, gelet op het belang ervan. Mevrouw Maes hoopt dat haar collega's ook op die manier de aanvragen met de nodige openheid zullen behandelen.

Het verheugt de spreekster dat er een inventaris met de ingekomen petities zal worden opgemaakt die hen via het Uitgebreid Bureau zal worden voorgelegd.

Tot slot merkt de spreekster op voor haar Vlaamse collega's dat men in Gent en in Leuven meer inspraak wil geven aan studenten. Zij vindt dat men ook in Brussel dezelfde openheid mag hebben voor niet-gedomicilieerde studenten. Rekening houdend met deze openheid voor mensen die niet gedomicilieerd zijn, zal Groen de ordonnances goedkeuren.

Mevrouw Zoé Genot merkt op dat de burgers niet hebben gewacht op de Brusselse wetgever om petities te kun-

des pétitions. Tous les courriers adressés officiellement au Parlement ne sont-ils pas des pétitions ?

Il est bon que soit institutionnalisée la façon dont nous allons recevoir ces courriers de sorte que les dépositaires sachent la suite qui y sera réservée. Les parlementaires aussi seront informés de ces courriers et des suites données.

Ecolo s'est investi avec plaisir dans les nombreuses réunions du groupe de travail.

L'oratrice estime que le nombre de Bruxellois qui a été retenu est trop élevé. Cette frilosité pourra être corrigée lors d'une évaluation. Le seuil flamand est de 15.000 pour 6.000.000 d'habitants ce qui transposé à Bruxelles donne ici un seuil deux fois plus élevé.

L'âge de seize ans convient parfaitement à Ecolo.

La mise en œuvre déterminera la prise en compte de signataires. Les filtres techniques ne doivent pas rendre trop difficile la participation. Faudra-t-il par exemple prévoir une signature électronique au moyen de sa carte d'identité ? Il ne faut pas que nos efforts soient mis à mal de cette façon et c'est pourquoi Mme Genot plaide pour un mode d'action léger qui ne freine pas le droit de pétition. Certes, il faut pouvoir identifier les gens afin d'éviter les pétitions « bidon » sans pour autant freiner les citoyens qui souhaitent s'adresser au Parlement.

M. Willem Draps observe que les deux ordonnances constituent un compromis atteint au niveau du groupe de travail. Le but est de renforcer la relation entre le Parlement et les citoyens afin de garantir une action publique à la fois plus efficace qui réponde plus rapidement aux préoccupations qui peuvent naître dans des groupes particuliers de citoyens.

Sur trois points, le groupe MR avait des avis différents. Dès le début, les difficultés à vouloir modaliser un droit constitutionnel ont été signalées. Toute restriction peut apparaître comme discutable quant à sa justification. Le Conseil d'État n'a pas manqué de le relever au niveau de la limitation au pétitionnaire qui doit être domicilié en Région bruxelloise. Il convient à ce sujet d'ailleurs de corriger techniquement la version néerlandaise de l'article 2 du texte n° A-302/1.

Le Conseil d'État perçoit mal par ailleurs pourquoi l'âge de seize ans a été retenu. Pourquoi ne pas avoir retenu l'âge de dix-huit ans, âge de la majorité civile ? Il est vrai qu'en Région flamande, les mêmes règles ont accompagné l'instauration d'un droit de pétition. Le Parlement flamand est passé outre ce type d'objections. Le groupe MR eût pourtant préféré se montrer plus restrictif.

nen sturen. Zijn alle officieel aan het Parlement gerichte brieven geen petitities ?

Het is goed dat de wijze waarop wij deze brieven gaan ontvangen geïnstitutionaliseerd wordt, zodat de indieners weten welk gevolg eraan gegeven wordt. Ook de parlementsleden zullen op de hoogte worden gehouden van deze brieven en van het gevolg dat eraan gegeven wordt.

Ecolo heeft zich met plezier ingezet voor de talrijke vergaderingen van de werkgroep.

Volgens de spreker is het gekozen aantal Brusselaars te hoog, maar die watervrees kan worden weggewerkt bij een evaluatie. De Vlaamse grens bedraagt 15.000 voor 6.000.000 inwoners, wat een tweemaal hogere grens geeft na omzetting naar Brussel.

Ecolo is het geheel eens met de leeftijd van zestien jaar.

De tenuitvoerlegging zal bepalen of rekening wordt gehouden met de ondertekenaars. De technische filters moeten de participatie niet al te moeilijk maken. Moet bijvoorbeeld voorzien worden in een elektronische handtekening door middel van de identiteitskaart ? Onze inspanningen mogen niet in het gedrang komen op die wijze, en daarom pleit mevrouw Genot voor een lichte werkwijze, die het petitiericht niet afremt. Uiteraard moeten de mensen kunnen geïdentificeerd worden om « neppetities », te voorkomen, zonder daarom de burgers af te remmen die zich tot het Parlement wensen te richten.

De heer Willem Draps merkt op dat de twee ordonnances een op het niveau van de werkgroep bereikt compromis vormen. Het doel bestaat erin de relatie tussen het Parlement en de burgers te versterken om te waarborgen dat de overheid doeltreffender werkt en tevens sneller tegemoetkomt aan bekommernissen die kunnen ontstaan in bepaalde groepen burgers.

Inzake drie punten verschilde de MR-fractie van mening. Vanaf het begin werd gewezen op de moeilijkheden bij het regelen van een grondwettelijk recht. Elke beperking kan betwistbaar lijken wat de verantwoording betreft. De Raad van State heeft niet nagelaten daarop te wijzen wat betreft de beperking tot de petitioneris die zijn domicilie in het Brussels Gewest moet hebben. Ter zake is trouwens een technische correctie van de Nederlandse versie van artikel 2 van stuk nr. A-302/1 vereist.

De Raad van State ziet trouwens niet goed in waarom werd gekozen voor de leeftijd van zestien. Waarom werd niet gekozen voor de leeftijd van achttien, de leeftijd van de burgerlijke meerderheid ? Het is waar dat in het Vlaams Gewest de invoering van een petitiericht gepaard ging met dezelfde regels. Het Vlaams Parlement heeft dit type bezwaren naast zich neergelegd. De MR-fractie zou echter liever meer restricties hebben.

Son groupe redoute l'importation au Parlement de débats locaux.

Dans le prolongement des textes adoptés, il faudra modifier le Règlement du Parlement. Son groupe eût préféré que les signataires soient issus d'au moins trois, voire plus de communes différentes. Le groupe MR avait pour cette raison proposé un minimum de 10.000 signatures. M. Draps craint que le Parlement ne soit transformé en annexe des conseils communaux.

Le député renvoie ensuite au Brexit, et rappelle qu'une pétition en ligne a rapidement recueilli des millions de signatures pour s'opposer aux conclusions du référendum. Apparemment, les services du Parlement britannique ont fait connaître très rapidement le nombre de signatures qui sont rejetées parmi celles qui arrivaient. M. Draps insiste pour que demain au Parlement bruxellois, il y ait un contrôle très rigoureux des signatures pour voir si les balises sont respectées. Cela impliquerait que les services du Parlement aient accès au Registre national afin de vérifier les domiciliations.

M. Jef Van Damme se réjouit de l'introduction de ce droit de pétition. C'est un premier pas dans la bonne direction. Une évaluation dans un avenir proche s'impose sans doute, mais le texte est dès à présent suffisamment bon pour le sp.a, qui le cosigne. En ce qui concerne le seuil, son parti aurait préféré aller plus loin, mais c'est tout de même un bon compromis. S'il s'avérait qu'on ne l'exploite jamais, il faudrait adapter le droit de pétition. Il servira à donner un nouveau souffle à notre démocratie.

Mme Mathilde El Bakri indique que malgré le dépôt d'amendements, son groupe soutient cette initiative qui va dans le bon sens. Le seuil de 5.000 signatures continue à lui poser problème. Le Président n'a-t-il pas indiqué que le but est de créer un outil pédagogique ? Avec le seuil tel qu'il est proposé, ce but ne sera pas atteint.

Aujourd'hui trop souvent, la majorité des gens sont considérés comme des consommateurs et non comme des acteurs de la politique. Afin de compenser ce déficit, il faut multiplier les initiatives démocratiques. Les citoyens s'expriment aussi de plus en plus. Ils consultent des réseaux d'information. En 40 ans, le nombre de citoyens qui a signé une pétition a triplé. Sans être directement liés à des organisations, on compte de plus en plus d'initiatives purement citoyennes.

Parallèlement au droit de pétition, il faut développer des outils de participation comme la consultation populaire, ou encore le référendum avec un caractère contraignant. C'est essentiel aux yeux de la députée pour pouvoir combattre efficacement le gouffre démocratique. Elle rappelle que la Suisse pratique des référendums à différents niveaux de

Zijn fractie vreest dat lokale debatten worden geïmporteerd naar het Parlement.

In het verlengde van de aangenomen teksten moet het Reglement van het Parlement gewijzigd worden. Zijn fractie zou verkozen hebben dat de ondertekenaars afkomstig zijn uit minstens drie, of zelfs meer verschillende gemeenten. Om die reden had de MR-fractie een minimum van ten minste 10.000 handtekeningen voorgesteld. De heer Draps vreest dat het Parlement een bijgebouw van de gemeenteraden wordt.

De volksvertegenwoordiger wijst vervolgens naar het Brexit, en wijst erop dat een online petitie snel miljoenen handtekeningen heeft verzameld om zich te verzetten tegen de conclusies van het referendum. Kennelijk hebben de diensten van het Brits Parlement zeer snel laten weten hoeveel van de toegekomen handtekeningen verworpen worden. De heer Draps dringt erop aan dat in het Brussels Parlement in de toekomst een zeer strenge controle wordt uitgevoerd op de handtekeningen, om te zien of de bakens in acht worden genomen. Daarvoor zouden de diensten van het Parlement toegang moeten hebben tot het Rijksregister om de domicilies te verifiëren.

De heer Jef Van Damme is verheugd over de invoering van dit petitierecht. Het is een eerste stap in de goede richting. Een evaluatie in de nabije toekomst is wellicht nodig maar reeds nu is de tekst goed genoeg voor de sp.a die hem mee ondertekent. Wat de drempel betreft was zijn partij trouwens liever verder gegaan maar toch is het een goed compromis. Mocht blijken dat men er nooit gebruik van maakt, dan moet het petitierecht worden aangepast. Het zal dienen om onze democratie nieuw leven in te blazen.

Mevrouw Mathilde El Bakri zegt dat haar fractie ondanks het indienen van amendementen haar steun verleent aan dit initiatief, dat in de goede richting gaat. De grens van 5.000 handtekeningen blijft problematisch voor haar. Heeft de Voorzitter niet gezegd dat het de bedoeling is een pedagogisch hulpmiddel tot stand te brengen ? Met een dergelijke grens zal dat doel niet bereikt worden.

Vandaag de dag wordt de meerderheid van de mensen al te vaak beschouwd als consumenten, en niet als actoren in de politiek. Om dit tekort te verhelpen, moeten er meer democratische initiatieven komen. Tevens uiten de burgers zich steeds meer. Zij raadplegen informatienetten. In 40 jaar tijd is het aantal burgers dat een petitie heeft ondertekend verdrievoudigd. Men telt steeds meer initiatieven van gewone burgers, die niet rechtstreeks gebonden zijn aan organisaties.

Parallel met het petitierecht moeten participatietools uitgewerkt worden, zoals de volksraadpleging, of het referendum met bindend karakter. In de ogen van de volksvertegenwoordigster is dat essentieel om de democratische kloof doeltreffend te kunnen bestrijden. Zij herinnert eraan dat Zwitserland gebruik maakt van referendums op verschil-

pouvoir et ils ont un caractère contraignant. Ils peuvent avoir lieu sur des décisions qui ont déjà été prises. Ainsi, les représentants politiques doivent rendre des comptes. Elle espère que la question du référendum pourra faire l'objet d'un futur débat.

Enfin, l'oratrice s'interroge sur la nécessité de prévoir dans un délai précis un bilan qui permettra d'évaluer le nouveau dispositif.

Mme Brigitte Grouwels note qu'il s'agit ici du droit de pétition et non du référendum, qui implique une tout autre discussion. Est ici concerné le droit des citoyens ou d'un groupe de citoyens d'adresser une requête. Ce droit leur permet d'adresser aux députés un signal sur certaines choses qui se jouent dans la société et sur lesquelles ils attendent un changement. Ce droit est inscrit dans la Constitution. Une pétition doit toujours être signée par un nombre suffisant de personnes, étant donné que la proposition doit recueillir un soutien suffisamment large. Il ne s'agit jamais d'intérêts particuliers, mais bien de l'intérêt général. On a largement discuté du nombre au sein du groupe de travail, mais le CD&V peut se rallier aux 5.000 signatures requises.

Depuis la sixième réforme de l'État, la Région bruxelloise jouit de l'autonomie constitutive, qui offre la possibilité de modifier les règles en matière de droit de pétition au moyen d'ordonnances spéciales. Ceci vient compléter les règles existantes. S'il ne peut pas répondre dans un certain délai, le Gouvernement doit communiquer les raisons pour lesquelles il n'est pas en mesure de donner l'explication requise.

Le texte est un compromis, mais le CD&V soutient ces initiatives et demande d'évaluer le système dans un an, afin de le rectifier si nécessaire. Au Parlement européen aussi, on constate que le droit de pétition est particulièrement peu exploité.

M. Benoît Cerexhe rappelle que son groupe soutient également ces propositions d'ordonnances. Il faut souligner que malgré quelques nuances, il existe une belle unanimité au sein de la commission autour du droit de pétition. Tous sont conscients de la nécessité de renforcer le lien entre les citoyens et leurs responsables politiques. Sans doute d'autres pistes demeurent ouvertes sur lesquelles il faudra travailler.

Les uns et les autres rapportent des nuances possibles par exemple sur le nombre de signatures qu'ils jugent trop ou trop peu nombreuses. Il s'agit d'un compromis atteint au sein du groupe de travail. À Mme El Bakri le député indique que 500 signatures sont de toute manière un nombre trop peu élevé. À supposer qu'on accepte ce seuil, le Parlement bruxellois importera des débats locaux, voire de quartiers. Ceci ne saurait être l'objectif visé, mais il est vrai qu'il faudra évaluer le dispositif comme vient de l'indiquer Mme Grouwels.

lende machtsniveaus, en zij hebben een bindend karakter. Zij kunnen plaatsvinden over beslissingen die al genomen werden. Zij hoopt dat in de toekomst een debat kan worden gehouden over de kwestie van het referendum.

Tot slot vraagt de spreekster zich af of het nodig is binnen een precieze termijn een bilan te plannen aan de hand waarvan de nieuwe regeling kan geëvalueerd worden.

Mevr. Brigitte Grouwels noteert dat het hier het petitie-recht en niet het referendum betreft wat een andere discussie met zich meebrengt. Het betreft hier het recht van burgers of een groep burgers om een verzoek in te dienen. Het dient om de volksvertegenwoordigers een bepaald signaal te geven over bepaalde dingen die zich afspelen in de samenleving en waarvan zij verwachten dat er iets verandert. Dit recht is vervat in de Grondwet. Een verzoekschrift moet steeds worden ondertekend door een voldoende aantal personen aangezien het voorstel voldoende breed moeten worden gedragen. Het gaat hier nooit om een particulier belang maar wel het algemeen belang. Het aantal werd druk bediscussieerd in de werkgroep maar CD&V kan zich vinden in de vereiste 5.000 handtekeningen.

Sinds de 6^e staatshervorming beschikt het Brussels Gewest over de constitutieve autonomie. Dit biedt de mogelijkheid om via bijzondere ordonnances de regels die betrekking hebben op het petitie-recht te wijzigen. Dit is een aanvulling op de bestaande regeling. De Regering moet, indien zij niet binnen een termijn kan antwoorden, de redenen meedelen waarom zij niet in staat is de vereiste uitleg te geven.

De tekst is een compromis maar CD&V steunt deze initiatieven en vraagt om binnen een jaar het systeem te evalueren om het zo nodig bij te sturen. Ook in het Europees Parlement stelt men vast dat het bijzonder weinig gebruikt wordt.

De heer Benoît Cerexhe herinnert eraan dat zijn fractie eveneens deze voorstellen van ordonnantie steunt. Ondanks enkele nuances moet benadrukt worden dat in de commissie een mooie eenparigheid bestaat rond het petitie-recht. Elkeen is zich bewust van de nood om de band tussen de burgers en hun politieke leiders te versterken. Ongetwijfeld blijven andere wegen open, daaraan moet gewerkt worden.

Verscheidene personen brengen mogelijke nuances aan, bijvoorbeeld over het aantal handtekeningen dat zij te hoog of te laag achten. Het gaat over een compromis dat bereikt werd in de werkgroep. Aan mevrouw El Bakri zegt de volksvertegenwoordiger dat 500 handtekeningen in ieder geval een te laag aantal is. Ingeval deze grens aanvaard wordt, zal het Brussels Parlement de lokale debatten en zelfs de wijkdebatten importeren, wat niet de bedoeling kan zijn. Het is echter waar dat de regeling moet geëvalueerd worden, zoals mevrouw Grouwels zopas zei.

Des remarques ont été formulées concernant l'âge. Si le député n'est pas favorable à faire baisser l'âge de vote de dix-huit à seize ans, il accueille favorablement l'idée de pouvoir signer une pétition à partir de seize ans. Ceci constitue une première étape dans l'apprentissage de la démocratie. C'est une première étape pour pouvoir exercer son droit citoyen deux ans plus tard.

M. Julien Uyttendaele rappelle que pour les questions relatives au domicile, à l'âge et au nombre de signatures, il faut noter qu'elles ne vont pas amenuiser le droit de pétition qui existe depuis la création de la Belgique. L'article 28 de la Constitution et l'article 41 de la loi spéciale du 8 août 1980 ne sont en rien modifiés ou blessés par ce qui est proposé aujourd'hui. Le droit de pétition en tant que tel n'a pas bougé. Nous organisons un traitement privilégié lorsque certaines conditions sont remplies.

Le député rappelle que l'âge de seize ans correspond à celui de la consultation populaire au niveau communal. Cet âge a donc été décidé pour d'autres types d'instruments de démocratie participative. Choisir un âge est toujours quelque chose d'arbitraire. On a bien arbitré sur ce point. Historiquement, le droit de pétition permettait justement à ceux qui n'avaient pas le droit de vote d'adresser des récriminations à l'assemblée parlementaire.

L'abaissement de ce droit à seize ans permet à des personnes qui n'ont pas le droit de vote de participer néanmoins au débat démocratique.

M. Charles Picqué, Président, rappelle que les non-Bruxellois peuvent bien entendu adresser une pétition au Parlement. Ils peuvent également cosigner une pétition introduite par des Bruxellois. Il est inconcevable que le Parlement ne prenne pas en considération l'opinion des non-Bruxellois. Les demandes doivent bien sûr être raisonnables. En tant que capitale, Bruxelles doit également accorder de l'importance aux attentes des personnes qui ne sont pas domiciliées sur son territoire.

À Mme El Bakri, le Président répond que le droit de pétition fait partie d'un modeste chantier que nous pourrions voir aboutir dans les deux ans à venir et qui vise à se doter d'une série d'instruments de revivification du dialogue avec la population. C'est ainsi que le Bureau du Parlement s'est constitué en groupe de travail pour tenter une expérience de panel consultatif des citoyens. Le comité scientifique viendra bientôt au Bureau du Parlement pour expliquer ses points de vue à ce sujet.

La pédagogie sous-jacente au droit de pétition rejoint le constat que le problème de la démocratie actuellement est un problème de nature culturelle. Il s'agit ici de la culture citoyenne. Il suffit de voir les débats qui ont entouré le Brexit et d'entendre les témoignages pour se rendre compte à quel point les justifications données émanent de personnes

Opmerkingen werden gemaakt inzake de leeftijd. De volksvertegenwoordiger is geen voorstander van het verlagen van de leeftijd om te stemmen van achttien naar zestien jaar, maar wel van het idee een petitie te kunnen ondertekenen vanaf zestien jaar. Dat vormt een eerste fase bij het aanleren van de democratie, een eerste stap om twee jaar later zijn burgerrecht te kunnen uitoefenen.

De heer Julien Uyttendaele wijst erop dat over de vragen inzake de woonplaats, de leeftijd en het aantal handtekeningen, opgemerkt moet worden dat zij niets afdoen aan het petitierecht, dat bestaat sedert de oprichting van België. Artikel 28 van de Grondwet en artikel 41 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 worden geenszins gewijzigd door wat vandaag wordt voorgesteld. Er werd niet geraakt aan het petitierecht als dusdanig. Wij organiseren een bevoorrechte behandeling ingeval voldaan is aan sommige voorwaarden.

De volksvertegenwoordiger herinnert eraan dat de leeftijd van zestien jaar overeenkomt met de leeftijd voor de volksraadpleging op gemeentelijk niveau. Voor andere soorten tools voor de participatieve democratie werd dus die leeftijd bepaald. Een leeftijd kiezen is altijd willekeurig en dat werd goed beslecht. Historisch gezien bood het petitierecht net degenen die geen stemrecht hadden de mogelijkheid protesten te richten aan de parlementaire assemblee.

Dit recht verlagen tot de leeftijd van zestien biedt personen die geen stemrecht hebben de mogelijkheid toch deel te nemen aan het democratisch debat.

Voorzitter Charles Picqué herinnert eraan dat niet-Brusselaars uiteraard een petitie kunnen sturen naar het Parlement. Zij kunnen ook een petitie van Brusselaars mee ondertekenen. Men kan zich niet inbeelden dat het Parlement de opinie van niet-Brusselaars niet in overweging zou nemen. Uiteraard moeten de vragen verantwoord zijn. Als hoofdstad moet Brussel ook belang hechten aan de verwachtingen van mensen die niet in Brussel wonen.

Aan mevrouw El Bakri antwoordt de Voorzitter dat het petitierecht deel uitmaakt van een bescheiden werk dat wij in de komende twee jaar tot een goed einde kunnen brengen en dat beoogt te voorzien in een aantal tools om de dialoog met de bevolking nieuw leven in te blazen. Daarom heeft het Bureau van het Parlement een werkgroep gevormd voor een experiment met een raadgevend burgerpanel. Het wetenschappelijk comité komt binnenkort naar het Bureau van het Parlement om zijn standpunten ter zake toe te lichten.

De pedagogie achter het petitierecht vertrekt van de vaststelling dat het huidige probleem van de democratie een probleem van culturele aard is, dat de burgercultuur betreft. Het volstaat te kijken naar de debatten rond de Brexit en de mondelinge getuigenissen om te beseffen in welke mate de gegeven verantwoordingen uitgaan van personen

peu au fait des avantages de la participation à l'Union européenne ou de son fonctionnement. Un tel référendum ici pourrait susciter quelques surprises ...

Mme Mathilde El Bakri souligne un autre problème : celui du financement des campagnes qui doivent entourer un référendum. En Suisse par exemple, il y a du matériel d'information disponible pour lequel il existe un financement. L'information ne peut jamais être neutre.

Pour éviter que des problématiques locales soient menées au Parlement bruxellois, 5.000 signatures ne sauraient l'en prémunir. Il faut donc prévoir des critères supplémentaires et distinguer ce qui est de la compétence locale et régionale.

Le Président conclut que l'on avance en marchant. En fonction du succès ou non il sera toujours loisible de corriger le dispositif. La prudence recommande d'y aller pas à pas.

IV. Discussion des articles et votes

IV.1. Proposition d'ordonnance spéciale n° A-262/1 – 2015/2016

Article 1^{er}

L'article 1^{er} ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Article 2

M. Charles Picqué, Président, présente l'amendement n° 2.

Votes

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

L'article 2, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Article 3

M. Charles Picqué, Président, présente les amendements n°s 3 et 1.

die de voordelen van deelname aan de Europese Unie of de werking ervan niet goed kennen. Een dergelijk referendum houden hier zou kunnen leiden tot enkele verrassingen ...

Mevrouw Mathilde El Bakri benadrukt een ander probleem : dat van de financiering van de campagnes die nodig zijn rond een referendum. In Zwitserland bijvoorbeeld is informatiemateriaal beschikbaar waarvoor financiering bestaat. Informatie kan ooit neutraal zijn.

Om te voorkomen dat lokale problematieken in het Brussels Parlement besproken worden heeft de grens van 5.000 handtekeningen geen nut. Extra criteria moeten dus bepaald worden, met een onderscheid tussen wat tot de lokale en de regionale bevoegdheid behoort.

Tot slot zegt de voorzitter dat men stapsgewijs vooruitgaat. Het is altijd mogelijk de regeling te corrigeren naargelang ze al dan niet succes heeft. Het is raadzaam stap voor stap te werken uit voorzichtigheid.

IV. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

IV.1. Voorstel van bijzondere ordonnantie nr. A-262/1 – 2015/2016

Artikel 1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

Artikel 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 2

De heer Charles Picqué, Voorzitter, licht amendement nr. 2 toe.

Stemmingen

Amendement nr. 2 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 2, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 3

De heer Charles Picqué, Voorzitter, licht de amendementen nrs 3 en 1 toe.

Mme Mathilde El Bakri présente les amendements n^{os} 4 à 6.

Votes

Les amendements n^{os} 1 et 3 sont adoptés à l'unanimité des 15 membres présents.

Les amendements n^{os} 4 et 5 sont retirés par leur auteur.

L'amendement n^o 6 est rejeté à l'unanimité des 15 membres présents.

L'article 3, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Vote sur l'ensemble

L'ensemble de la proposition d'ordonnance spéciale, telle qu'amendée, est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

IV.2. Proposition d'ordonnance n^o A-302/1 – 2015/2016

Article 1^{er}

L'article 1^{er} ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Article 2

Mme Mathilde El Bakri présente l'amendement n^o 1.

La commission adopte un amendement technique visant à remplacer dans la version néerlandaise le mot « *wonen* » par les mots « *hun domicilie hebben* ».

Votes

L'amendement n^o 1 est rejeté à l'unanimité des 15 membres présents.

L'article 2, tel que corrigé techniquement, est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Mevrouw Mathilde El Bakri licht de amendementen nrs 4 tot 6 toe.

Stemmingen

De amendementen nrs 3 en 1 worden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

De amendementen nrs 4 en 5 worden ingetrokken door de indiener.

Amendement nr. 6 wordt verworpen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 3, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Stemming over het geheel

Het voorstel van bijzondere ordonnantie, aldus geamendeerd, wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

IV.2. Voorstel van ordonnantie nr. A-302/1 – 2015/2016

Artikel 1

Artikel 1 lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 2

Mevrouw Mathilde El Bakri licht amendement nr. 1 toe.

De commissie neemt een technisch amendement aan teneinde in de Nederlandse versie het woord « *wonen* » te vervangen door de woorden « *hun domicilie hebben* ».

Stemming

Amendement nr. 1 wordt verworpen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 2, aldus technisch verbeterd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Vote sur l'ensemble

L'ensemble de la proposition d'ordonnance, telle que corrigée techniquement, est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse,

Simone SUSSKIND

Le Président,

Charles PICQUÉ

Stemming over het geheel

Het voorstel van ordonnantie, aldus technisch verbeterd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Simone SUSSKIND

De Voorzitter,

Charles PICQUÉ

V. Textes adoptés par la commission

V.1. Proposition d'ordonnance spéciale n° A-262/1

PROPOSITION D'ORDONNANCE SPÉCIALE

modifiant les modalités d'exercice du droit de pétition

Article 1^{er}

La présente ordonnance spéciale règle une matière visée à l'article 118, § 2, de la Constitution.

Article 2

Dans l'article 28, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et par la loi spéciale du 10 juillet 2003, le segment de phrase « l'article 41 excepté » est inséré après le membre de phrase « 38 à 42 ».

Article 3

Il est inséré un nouvel article 30*bis* dans la même loi spéciale, rédigé comme suit :

« Conformément à l'article 28 de la Constitution, chacun a le droit d'adresser au Parlement des pétitions signées par une ou plusieurs personnes.

Le Parlement a le droit de renvoyer au Gouvernement les pétitions qui lui sont adressées. Le Gouvernement est tenu de donner des explications sur leur contenu, chaque fois que le Parlement le demande et dans le délai fixé par lui, sauf communication écrite et motivée de la part du Gouvernement.

Pour autant qu'une pétition ait recueilli le nombre de signatures fixé par ordonnance et selon les modalités qu'elle détermine, l'auteur d'une pétition ou tout autre signataire désigné à cette fin a le droit d'être entendu, en vue, le cas échéant, d'un débat en séance plénière.

L'auteur d'une pétition a droit à une réponse dans les six mois suivant l'introduction de la pétition. ».

V. Teksten aangenomen door de commissie

V. 1. Voorstel van bijzondere ordonnantie nr. A-262/1

VOORSTEL VAN BIJZONDERE ORDONNANTIE

tot wijziging van de nadere regels voor de uitoefening van het petitierecht

Artikel 1

Deze bijzondere ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 118, § 2, van de Grondwet.

Artikel 2

In artikel 28, eerste lid van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 en door de bijzondere wet van 10 juli 2003, wordt na de zinsnede « 38 tot 42, » de zinsnede « met uitzondering van artikel 41, » ingevoegd ».

Artikel 3

In dezelfde bijzondere wet, wordt een nieuw artikel 30*bis* ingevoegd, luidend :

« Overeenkomstig artikel 28 van de Grondwet heeft ieder het recht verzoekschriften, door een of meerdere personen ondertekend, tot het Parlement te richten.

Het Parlement heeft het recht de ingediende verzoekschriften naar de Regering te verwijzen. De Regering is verplicht omtrent de inhoud uitleg te verstrekken zo dikwijls als het Parlement het vraagt en binnen de door het Parlement bepaalde termijn, behoudens schriftelijke en met redenen omklede mededeling vanwege de Regering.

Op voorwaarde dat een verzoekschrift het door de ordonnantie bepaalde aantal handtekeningen heeft verzameld en volgens de in de ordonnantie bepaalde nadere regels, heeft de indiener van een verzoekschrift of elke andere daartoe gemandateerde ondertekenaar het recht om gehoord te worden, met het oog op, in voorkomend geval, een debat in de plenaire vergadering.

De indiener van een verzoekschrift heeft recht op antwoord binnen zes maanden na de indiening van het verzoekschrift. ».

V.2. Proposition d'ordonnance n° A-302/1 – 2015/2016**PROPOSITION D'ORDONNANCE****relative au droit d'être entendu
dans le cadre d'une pétition
adressée au Parlement***Article 1^{er}*

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 118, § 2, de la Constitution.

Article 2

Pour ouvrir le droit à être entendu par le Parlement, une pétition doit être signée par au moins cinq mille signataires domiciliés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et âgés de seize ans accomplis.

V.2 Voorstel van ordonnantie nr. A-302/1 – 2015/2016**VOORSTEL VAN ORDONNANTIE****betreffende het recht gehoord te worden
in het kader van een aan het Parlement
gerichte petitie***Artikel 1*

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 118, § 2, van de Grondwet.

Artikel 2

Om het recht te openen om door het Parlement te worden gehoord, moet een verzoekschrift ondertekend zijn door minstens vijfduizend ondertekenaars die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hun domicilie hebben en de volle leeftijd van zestien jaar hebben bereikt.

VI. Amendements

VI.1. Proposition d'ordonnance spéciale n° A-262/1

N° 1 (de MM. Charles PICQUE, Julien UYTENDAELE, Mmes Julie de GROOTE, Carla DEJONGHE, MM. Willem DRAPS, Fabian MAINGAIN, Mme Zoé GENOT, M. Jef VAN DAMME, Mme Annemie MAES et M. Paul DELVA)

Article 3

À l'alinéa 3 de l'article 30bis proposé, remplacer les mots « le règlement et selon les modalités qu'il détermine » par les mots « ordonnance et selon les modalités qu'elle détermine ».

JUSTIFICATION

Dans un avis du 21 août 1997, rendu au sujet de trois propositions de décret flamand réglant le droit de pétition (*doc. Parl. fl.*, 497/2, 1996-1997), le Conseil d'État a relevé que les simples règles de procédure qui portent uniquement sur le fonctionnement du Parlement, qui n'impliquent aucune obligation pour les pétitionnaires ou qui sont sans incidence sur leurs droits ont leur place dans le Règlement du Parlement et non dans un décret.

Plus récemment, dans un avis rendu en assemblée générale le 15 décembre 2010 à propos d'un projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne, le Conseil d'État a confirmé qu'en vertu de leur autonomie, « les Parlements peuvent prendre des règlements de portée générale, à la condition toujours qu'ils portent sur des aspects de la réglementation envisagée liés à leur autonomie d'organisation » (...). En revanche, « si ces règlements affectent les droits et les obligations des personnes » (...), « ce n'est pas au niveau des règlements d'assemblée que ces questions doivent être réglées mais bien, conformément au droit commun, à celui du pouvoir législatif dans toutes ses composantes ».

Le présent amendement vise à respecter cette jurisprudence en déléguant à une ordonnance ordinaire, plutôt qu'au règlement d'assemblée, le soin de préciser les cas et modalités dans lesquels l'auteur d'une pétition ou tout autre signataire désigné à cette fin a le droit d'être entendu par le Parlement. Cette modification est également conforme à la pratique continue du Parlement.

VI. Amendementen

VI.1. Voorstel van bijzondere ordonnantie nr. A-262/1

Nr. 1 (van de heren Charles PICQUE, Julien UYTENDAELE, mevr. Julie de GROOTE, mevr. Carla DEJONGHE, de heren Willem DRAPS, Fabian MAINGAIN, mevr. Zoé GENOT, de heer Jef VAN DAMME, mevr. Annemie MAES en de heer Paul DELVA)

Artikel 3

In het derde lid van het voorgestelde artikel 30bis, de woorden « het door het reglement bepaalde aantal handtekeningen heeft verzameld en volgens de in het reglement bepaalde nadere regels » te vervangen door de woorden « het door de ordonnantie bepaalde aantal handtekeningen heeft verzameld en volgens de in de ordonnantie bepaalde nadere regels ».

VERANTWOORDING

In een advies van 21 augustus 1997 betreffende de drie voorstellen van Vlaams decreet tot regeling van het petitiericht (*Stuk VI. Parl.*, 497/2, 1996-1997) merkt de Raad van State het volgende op : « loutere procedureregels die enkel en alleen de werking van het parlement betreffen, en die geen verplichtingen inhouden voor de verzoekers of die geen weerslag hebben op hun rechten, horen thuis in het Reglement van het parlement en niet in een decreet. ».

Meer recent, in een advies verstrekt in de Algemene Vergadering van 15 december 2010 inzake een ontwerp van decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, stelt de Raad van State dat de parlementen, op grond van hun autonomie, reglementen van algemene strekking kunnen aannemen, steeds op voorwaarde echter dat zij betrekking hebben op aspecten van de beschouwde reglementering die verband houden met hun organisatorische autonomie. Indien die reglementen daarentegen betrekking hebben op de rechten en plichten van de personen moeten die kwesties niet geregeld worden via de reglementen van de assemblee, maar wel krachtens het gemeen recht, door de wetgevende macht in alle componenten ervan.

Dit amendement strekt ertoe die jurisprudentie na te leven door in een gewone ordonnantie, eerder dan in een parlementair reglement, te bepalen in welke gevallen en volgens welke nadere regels de opsteller van een petitie of elke andere ondertekenaar die daartoe aangesteld is, het recht heeft om door het Parlement gehoord te worden. Deze wijziging is ook in overeenstemming met de gangbare praktijk in het Parlement.

N° 2 (de MM. Charles PICQUE, Julien UYTTENDAELE, Mmes Julie de GROOTE, Carla DEJONGHE, MM. Willem DRAPS, Fabian MAINGAIN, Mme Zoé GENOT, M. Jef VAN DAMME, Mme Annemie MAES et M. Paul DELVA)

Article 2

Remplacer cet article par la disposition suivante :
« Dans l'article 28, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et par la loi spéciale du 10 juillet 2003, le segment de phrase « l'article 41 excepté » est inséré après le membre de phrase « 38 à 42 » ».

JUSTIFICATION

Cet amendement vise à répondre à une remarque du Conseil d'État (point 4.2.). D'une part, l'article 2, alinéa 1^{er}, proposé comprend certaines dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui ne relèvent pas de l'autonomie constitutive de la Région. En effet, il découle de l'article 31bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 que l'autonomie constitutive de notre Région, en ce qui concerne l'article 28 de cette même loi spéciale, est limitée aux règles énoncées aux articles 34, alinéas 1^{er} et 3, 37, 41, 46, alinéa 1^{er}, et 48 de la loi spéciale du 8 août 1980.

D'autre part, cette même disposition rend applicable à la Région de Bruxelles-Capitale l'article 35, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 alors que cette disposition ne s'applique pas à la Région et que celle-ci n'est pas compétente pour ce faire.

N° 3 (de MM. Charles PICQUE, Julien UYTTENDAELE, Mmes Julie de GROOTE, Carla DEJONGHE, MM. Willem DRAPS, Fabian MAINGAIN, Mme Zoé GENOT, M. Jef VAN DAMME, Mme Annemie MAES et M. Paul DELVA)

Article 3

Faire débiter l'article 30bis proposé par les mots
« Conformément à l'article 28 de la Constitution, ».

Dans le même alinéa 1^{er}, remplacer les mots « au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale » **par les mots** « au Parlement ».

JUSTIFICATION

Cet amendement vise à répondre à l'avis du Conseil d'État (points 9.1. et 9.2.).

Celui-ci souligne, par rapport à l'article 30bis, alinéa 1^{er} proposé, selon lequel « chacun a le droit d'adresser au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale des pétitions signées par une ou plusieurs personnes »,

Nr. 2 (van de heren Charles PICQUE, Julien UYTTENDAELE, mevr. Julie de GROOTE, mevr. Carla DEJONGHE, de heren Willem DRAPS, Fabian MAINGAIN, mevr. Zoé GENOT, de heer Jef VAN DAMME, mevr. Annemie MAES en de heer Paul DELVA)

Artikel 2

Dit artikel te vervangen door de volgende bepaling :
« In artikel 28, eerste lid van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 en door de bijzondere wet van 10 juli 2003, wordt na de zinsnede « 38 tot 42, » de zinsnede « met uitzondering van artikel 41, » ingevoegd. ».

VERANTWOORDING

Dit amendement is een antwoord op de opmerking van de Raad van State (punt 4.2.). Enerzijds bevat het voorgestelde artikel 2, eerste lid, enkele bepalingen uit de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen die niet onder de constitutieve autonomie van het Gewest vallen. Uit artikel 31bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 vloeit immers voort dat de constitutieve autonomie van ons Gewest, voor wat betreft artikel 28 van diezelfde bijzondere wet, beperkt blijft tot de regels bedoeld in de artikelen 34, eerste en derde lid, 37, 41, 46, eerste lid, en 48 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Anderzijds maakt diezelfde bepaling artikel 35, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 van toepassing op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, terwijl die bepaling niet van toepassing is op het Gewest en het daar niet toe bevoegd is.

Nr. 3 (van de heren Charles PICQUE, Julien UYTTENDAELE, mevr. Julie de GROOTE, mevr. Carla DEJONGHE, de heren Willem DRAPS, Fabian MAINGAIN, mevr. Zoé GENOT, de heer Jef VAN DAMME, mevr. Annemie MAES en de heer Paul DELVA)

Artikel 3

Artikel 30bis te laten beginnen met de woorden :
« Overeenkomstig artikel 28 van de Grondwet ».

In hetzelfde lid, de woorden « Brussels Hoofdstedelijk Parlement » **te vervangen door het woord** « Parlement ».

VERANTWOORDING

Dit amendement is een antwoord op het advies van de Raad van State (punten 9.1. en 9.2.).

De Raad van State onderstreept met betrekking tot het voorgestelde artikel 30bis, eerste lid (« Ieder heeft het recht verzoekschriften, door een of meerdere personen ondertekend, tot het Brussels Hoofdstedelijk

que si les auteurs souhaitent reproduire une disposition constitutionnelle dans un souci de lisibilité du texte, il convient d'en indiquer explicitement l'origine dans la disposition proposée.

Par ailleurs, la précision selon laquelle il s'agit du Parlement « de la Région de Bruxelles-Capitale » est redondante vu que l'article 1^{er} de la loi spéciale du 12 janvier 1989 dispose qu'il y a un Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, « ci-après dénommé le Parlement ».

N° 4 (de Mme Mathilde EL BAKRI)

Article 3

Supprimer au 2^e alinéa du nouvel article 30bis les mots « , sauf communication écrite et motivée de la part du Gouvernement ».

JUSTIFICATION

En laissant au Gouvernement le droit de décider si oui ou non il est tenu de donner des explications, cela risque d'amoindrir le droit de pétition ainsi que le contrôle parlementaire.

N° 5 (de Mme Mathilde EL BAKRI)

Article 3

Ajouter *in fine* du 3^e alinéa du nouvel article 30bis les mots « ou en commission. ».

JUSTIFICATION

Ouvrir la possibilité qu'un débat puisse également être organisé en commission et pas seulement en séance plénière augmente les chances qu'un maximum de débats soient effectivement organisés.

N° 6 (de Mme Mathilde EL BAKRI)

Article 3

Remplacer au dernier alinéa du nouvel article 30bis, les mots « six mois » par les mots « trois mois ».

JUSTIFICATION

La période de 6 mois est très longue et risque de rendre l'objet de la pétition caduque. En effet, il faut également prendre en compte que la démarche de récolter le nombre de signatures suffisant demande également aux citoyens concernés un certain laps de temps.

Parlement te richten »), dat indien de indieners een grondwettelijke bepaling willen overnemen met het oog op een begrijpelijker tekst, zij expliciet de oorsprong daarvan moeten vermelden in de voorgestelde bepaling.

De precisering « Brussels Hoofdstedelijk » is overbodig aangezien artikel 1 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 bepaalt dat er een Brussels Hoofdstedelijk Parlement is, « hieronder het Parlement genoemd ».

Nr. 4 (van mevr. Mathilde EL BAKRI)

Artikel 3

In het 2^{de} lid van het nieuw artikel 30bis, worden de woorden « , behoudens schriftelijke en met redenen omklede mededeling vanwege de Regering. » geschrapt.

VERANTWOORDING

De Regering het recht geven om te beslissen of zij al dan niet uitleg moet verschaffen, dreigt het petitie-recht en de parlementaire controle uit te hollen.

Nr. 5 (van mevr. Mathilde EL BAKRI)

Artikel 3

In het 3^{de} lid, *in fine* van het nieuw artikel 30bis, worden de woorden « of in de commissie » toegevoegd.

VERANTWOORDING

Een debat kan ook in de commissie worden gehouden en niet alleen in de plenaire vergadering. Op die manier vergroot men de kans dat er werkelijk zoveel mogelijk debatten worden gehouden.

Nr. 6 (van mevr. Mathilde EL BAKRI)

Artikel 3

In het laatste lid van het nieuw artikel 30bis, worden de woorden « zes maanden » vervangen door de woorden « drie maanden ».

VERANTWOORDING

De periode van zes maanden is heel lang en dreigt het verzoekschrift doelloos te maken. Men moet immers ook rekening houden met het feit dat het verzamelen van het nodige aantal handtekeningen bij de betrokken burgers ook enige tijd vergt.

VI.2. Proposition d'ordonnance n° A-302/1 – 2015/2016

N° 1 (de Mme Mathilde EL BAKRI)

Article 2

Remplacer le nombre « cinq mille » par le nombre « cinq cents ».

JUSTIFICATION

Dans le but d'élargir le recours à la pétition, nous proposons de calquer le niveau régional aux règles de mise au niveau communal en ce qui concerne les interpellations citoyennes ;

En vertu de l'article 89*bis* de la Nouvelle loi communale : « 20 personnes, domiciliées dans la commune, âgées de 16 ans au moins, peuvent introduire, auprès du conseil communal une demande d'interpellation à l'attention du collègue. [...] ».

Transposé au niveau régional, ce seuil serait donc portés à 380 signataires (20 signataires x 19 communes).

Arrondir ce seuil à 500 permettrait d'élargir l'accessibilité de cet outil.

VI.2. Voorstel van ordonnantie nr. A-302/1 – 2015/2016

Nr. 1 (van mevr. Mathilde EL BAKRI)

Artikel 2

Het getal « vijfduizend » te vervangen door het getal « vijfhonderd ».

VERANTWOORDING

Om nog meer te kunnen grijpen naar het verzoekschrift, stellen we voor om op gewestelijk vlak dezelfde regels te hanteren als op gemeentelijk vlak wat de interpellaties van de burgers betreft.

Krachtens artikel 89*bis* van de Nieuwe Gemeentewet « [mogen] twintig personen die in de gemeente wonen en ten minste 16 jaar oud zijn, bij de gemeenteraad een vraag om interpellatie indienen ter attentie van het college. ».

Omgezet op gewestelijk niveau, zou dat aantal gebracht worden op 380 handtekeningen (20 ondertekenaars x 19 gemeenten).

Afgerond naar 500, zou dat het tool toegankelijker maken.

